

Print

## Grèce : “La Junte revient”

Par [Badia Benjelloun](#)

Mondialisation.ca, 17 mars 2021

[dedefensa.org](#) 15 mars 2021

Url de l'article:

<https://www.mondialisation.ca/grece-la-junte-revient/5654603>



La Grèce a renoué avec une tradition, que l'on a pu croire révolue, celle des dynasties de patriciens. L'équipe de Tsipras élue pour s'opposer au démantèlement du pays par les banques européennes a échoué à accomplir sa tâche. Elle n'a pas rompu avec la dictature de l'Union européenne et de sa banque centrale, elle aura servi cependant à remettre en selle la clique des conservateurs et son népotisme sur laquelle flotte un parfum tenace de corruption.

Le Premier ministre grec au pouvoir depuis 2019 a reçu la présidence du parti Nouvelle Démocratie des mains de son père. Lequel père a été lui aussi Premier ministre de 1990 à 1993. Sa sœur a occupé le poste de ministre de la Culture dans le gouvernement paternel. Elle fut plus tard ministre des Affaires Etrangères de 2003 à 2006 après avoir été maire d'Athènes. Son fils est l'actuel maire de la capitale.

Une organisation anticapitaliste opposée à la Junte militaire s'est constituée en 1975 dans le sillage d'une répression atroce des opposants au régime des colonels. Elle doit son nom du 17 novembre à la date du massacre de plusieurs dizaines d'étudiants lors du soulèvement de l'école Polytechnique en 1973 par les colonels. Le 17N s'était donné pour tâche de liquider des officiers américains, britanniques et turcs, des hommes d'affaires et des responsables politiques. Vingt trois victimes au total. Parmi elles figure Pavlos Bakoyannis, beau-frère de l'actuel Premier ministre Mitsotakis et père du maire d'Athènes.

Après 27 ans de clandestinité, un attentat mal exécuté a permis l'arrestation de l'un de ses membres, blessé par une explosion prématurée d'une bombe le 29 juin 2002. L'un des responsables du groupe, supposé être le chef des opérations, Dimitris Koufontinas s'est alors rendu spontanément aux autorités. Il fut jugé et condamné à perpétuité. En 2017, il a été transféré dans une prison agricole où des permissions de sortie lui ont été accordées pour bonne conduite, conformément au droit pénitentiaire.

Une fois revenue au pouvoir, la Droite conservatrice a modifié la loi en introduisant une disposition qui interdit aux auteurs de crimes violents de purger leur peine dans une prison agricole. Fin 2020, Koufontinas est transféré dans une prison de haute sécurité, la nouvelle législation lui est appliquée de façon rétroactive.

Koufontinas proteste contre cette mesure.

Il a entamé une grève de la faim le 8 janvier et il ne s'hydrate plus depuis le 22 février. Il est en danger de mort.

D'immenses manifestations de soutien sont organisées en Grèce.

Partout dans le monde, on s'émeut de son sort et on retient son souffle. Mitsotakis va-t-il réitérer l'exploit de Thatcher qui a laissé mourir Bobby Sand en Irlande du Nord? Va-t-il se comporter comme Erdogan qui a sur la conscience la mort de la militante kurde Helin Bölek, 28 ans, décédée en avril 2020 au terme d'une grève de la faim de 288 jours. Elle protestait contre la répression qu'exerçait le pouvoir sur les membres de son groupe musical se réclamant du marxisme?

Athènes s'enflamme. Des quartiers longtemps paisibles se soulèvent contre le sort réservé à Koufontinas, mais aussi contre la situation économique catastrophique infligée au peuple grec. La Grèce ne s'est jamais relevée de la crise de 2008 qu'ont aggravée les mesures de la BCE à son encontre. Syriza n'a pas voulu accomplir sa sortie de l'UE et répudier une dette odieuse contractée auprès de banques françaises et allemandes pour acheter des armes à la France et à l'Allemagne. Un rééchelonnement a été accordé, sans quoi le pays aurait été asséché de liquidités, mais en contrepartie, il a fallu pratiquer l'austérité budgétaire, ce qui s'est immédiatement traduit par une réduction des pensions des retraités la privatisation de ce qui restait de service public.

Avec la dynastie au pouvoir, le Droit semble avoir été agencé pour assouvir les besoins de revanche d'un clan. Les familles Mitsotakis et Bakoyannis seront vengées comme l'aurait fait n'importe quel réseau mafieux qui entend faire savoir qu'il exerce sa vendetta.

L'Union des Juges et des Magistrats a formulé publiquement ses critiques concernant la mesure prise à l'encontre de Koufontinas. Partout la foule crie 'la Junte revient'.

### Un air d'avant la Commune de Paris

Ici et là, on entend dire que décidément la Grèce verse avec ses mœurs politiques récentes dans des coutumes barbares dignes de la Turquie et du Maroc. Faut-il donc être illettré en histoire pour ne pas savoir que les régimes cités n'ont vu le jour qu'avec l'assentiment et l'aide des pays occidentaux (les non barbares) ? Et assurément ils leur doivent leur si longévité. De plus, c'est au cœur même de la civilisation occidentale gréco-latine, en Grèce, en Espagne et au Portugal qu'ont sévi des systèmes politiques dictatoriaux assumés par des militaires au pouvoir jusqu'à il y a peu.

Ailleurs, il est avancé que les régimes démocratiques connaissent une dérive autoritaire. Or partout, les sociétés baignent dans la dictature du capitalisme sans la relative limitation que lui imposait l'existence de l'URSS et du bloc des démocraties socialistes. Tant que les salariés (qui n'ont de ressources pour vivre que leur salaire) participent efficacement à l'augmentation du capital des capitalistes en vendant leur travail sans rechigner excessivement, la sphère politique qui régle ce mouvement est en situation de quiescence. Dans le cas contraire, elle manifeste crûment sa nature de protection du principe moteur de l'économie et donc de l'exploitation. Elle sort sa police, parfois son armée et ses chars, qui fait office de milice au service du capital.

La mission du personnel politique mis à la tête des gouvernements européens est de la même nature que celle confiée à des gestionnaires de firmes internationales. Baisser les coûts en diminuant la part différée des salaires appelée 'charge' sociale. Accorder des dégrèvements d'impôts, ristournes conséquentes sans contrepartie, à ceux qui pratiquent déjà l'évasion fiscale avec grande aisance. Tout ceci indigne et pousse à la révolte dans un contexte d'insécurité sanitaire. Les préposés aux postes politiques donnent des consignes contradictoires et incohérentes pour maîtriser l'épidémie. Elles sont vécues comme

liberticides et purement arbitraires pour beaucoup.

Il règne sur les pays européens une atmosphère semblable à celle qui a précédé la Commune de Paris. Qu'a-t-on sous les yeux ? Des républiques de banquiers, de notaires, d'agioteurs et de traîtres à leur nation. On a vu Mario Draghi sauter comme un pion docile de Goldman Sachs à la BCE pour atterrir à la Présidence du Conseil à Rome. Macron a transité comme négociateur chez Rothschild et s'est fait payer en nature les services rendus à Patrick Drahi et à Xavier Niel qui l'ont fait roi en l'appuyant par une offensive publicitaire médiatique que pouvait fournir leurs organes de presse dominants.

En Espagne, le gouvernement socio-démocrate a été contraint d'instituer un revenu minimal face à une pauvreté galopante. Le nombre des familles à très grand risque de précarité est estimé à 10 millions. Pedro Sanchez a gagné des échelons dans son parti en ayant produit une thèse en économie grandement plagiée. Sa carrière débutée dans les back office de l'Union européenne à Bruxelles a été facilitée par une aisance en anglais acquise au cours d'un long séjour aux Usa. C'est un adepte du Pacte de stabilité financière et donc des budgets de l'austérité.

En France, l'odieuse réforme des retraites taillée pour satisfaire les plus gros fonds d'investissements dans le monde a été repoussée à plus tard, mais la mise en application de celle du chômage dès le second semestre de 2021 va sans doute faire resurgir un mouvement social puissant. Obstinement destructeur des conquits sociaux et soucieux de réduire les salaires, dès cet été, le nouveau calcul [amoindrira](#) de 22% les allocations pour 40% des chômeurs.

L'Italie avait dès 2018 bien avant la crise surajoutée de la Covid-19 mis en place un faux revenu universel. Il garantit à 6,7 millions d'Italiens, les plus démunis, un revenu de 780 euros mensuel, le plus souvent en assurant un complément aux minuscules retraites qui n'atteignent pas ce seuil.

Ainsi se trouvent conjuguées une grande pauvreté, aggravée avec les licenciements liée à la récession que ne compense pas les formidables budgets de relance orientés vers les entreprises, et une répression policière et juridique appliquée à tout récalcitrant. Travailleurs syndiqués, étudiants, simples manifestants, toute expression démocratique est découragée et criminalisée.

Les Bezaïnes et les Thiers se multiplient et vendent sans nécessité, à l'encan et sans discussion les centrales électriques, la Poste, les autoroutes, les hôpitaux...

Bientôt les Gueux, les Misérables, les Sans-Dents vont se fédérer pour balayer les parasites, les traîtres et leurs factotums. Il est urgent de l'espérer mais on peut lire des signes ici et là qui semblent l'annoncer. La formidable solidarité nationale et internationale avec Dimitris Koufontinas en est un témoin.

**Badia Benjelloun**

**Avis de non-responsabilité:** Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Copyright © Badia Benjelloun, dedefensa.org, 2021